

## YÉMEN

# Le commandant d'une division blindée se rallie à l'opposition

**Le commandant de la 33<sup>e</sup> division blindée de l'armée yéménite, le général Jebrane Yahia al-Hachedi, a annoncé, hier, son ralliement au mouvement de contestation contre le président Ali Abdallah Saleh, selon une source militaire.**

La 33<sup>e</sup> division est en charge d'une vaste région du sud-ouest du Yémen incluant Bab al-Mandeb, un détroit à l'entrée de la mer Rouge et un lien stratégique entre l'océan Indien et la Méditerranée, notamment pour le passage des pétroliers.

Le général Hachedi a annoncé à Taëz, au sud-ouest de Sanaa, sa défection après avoir rappelé, sous la pression d'un groupe de ses officiers et soldats, des troupes envoyées ces deux derniers jours dans le centre de Taëz pour réprimer des protestations hostiles au régime, a indiqué la source militaire.

De même source, on ajoute que «les officiers et les soldats ont pro-

clamé leur refus d'obtempérer aux ordres leur demandant de tirer sur les protestataires» à Taëz, où un sit-in de protestation sur la place de la Liberté avait été démantelé le 29 mai par la force au prix de plus de 50 morts.

Les militaires ont, en outre, expulsé un officier de la 33<sup>e</sup> division blindée, le général Ahmed Handhal, qui a refusé de faire défection, selon la même source. Le 33<sup>e</sup> division, dont la défection fait suite à celle en mars dans le nord de la première division blindée dirigée par le général Ali Mohsen, contrôle tout le sud-ouest du Yémen, incluant Bab al-Mandeb, les régions côtières du sud de la mer Rouge et d'une partie du



Photo : DH

golfe d'Aden. Sur le terrain, la Garde républicaine, corps d'élite de l'armée resté fidèle à M. Saleh, a bombardé hier à l'artillerie la place

de la Liberté à Taëz, brièvement reprise vendredi par les protestataires après le retrait des forces gouvernementales, selon des

témoins. En reprenant symboliquement la place de la Liberté, «les jeunes protestataires retrouvent leur dignité, bafouée par les forces de Saleh qui ont brutalement évacué la place le 29 mai», a déclaré à l'AFP une militante des droits de l'homme.

Une enquête est toujours en cours sur «l'ampleur du crime», qui a coûté la vie à des dizaines de personnes «dont des handicapés», et sur le «nombre de disparus lorsque la troupe a mis le feu à des tentes» du sit-in, a-t-elle ajouté. Des hommes armés, qui se présentent comme «les Aigles de la Liberté», ont fait leur apparition hier dans les rues de Taëz où ils se sont heurtés à des partisans armés du régime, selon les témoins.

Taëz, à 270 km au sud de Sanaa, est l'une des premières villes à s'être soulevée contre M. Saleh.

## LIBYE

## William Hague à Benghazi pour montrer son «soutien» au peuple libyen

**Le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, est arrivé hier à Benghazi en Libye pour rencontrer des dirigeants de la rébellion et montrer son «soutien» au peuple libyen.**

«La raison principale» de cette visite «est que nous voulons montrer notre soutien au peuple libyen et au Conseil national de transition (CNT), le représentant légitime du peuple libyen», a déclaré M. Hague avant son départ, selon un communiqué du Foreign office.

«Nous discuterons de la situation sur le terrain», avant la réunion la semaine prochaine du groupe de contact sur la Libye à Abou Dhabi, a-t-il ajouté. Dès son arrivée à Benghazi, siège du CNT dans l'est libyen, M. Hague s'est rendu à la place de la Révolution, lieu symbolique du mouvement de contestation du régime de Mouammar Kadhafi,

lancé à la mi-mars dans cette ville, selon un journaliste de l'AFP sur place. Accompagné du ministre du Développement international Andrew Mitchell, il devait ensuite se rendre dans un centre médical de Benghazi puis s'entretenir avec Moustapha Abdeljalil, président du CNT, l'organe représentatif des rebelles libyens, a-t-on appris dans l'entourage de M. Hague.

Il devait ensuite donner une conférence de presse, selon la même source. Moustapha Abdeljalil s'était lui-même rendu à la mi-mai à Londres, où il avait rencontré le chef du gouvernement David Cameron. Le Royaume-Uni, qui a reconnu, à l'instar notamment de la France et de l'Italie, le CNT comme seul représentant légitime des Libyens, avait alors invité l'opposition à ouvrir un bureau à Londres, le premier en Europe, faisant un pas de plus dans son soutien aux rebelles. Londres, qui ne dispose plus de représen-

tation diplomatique à Tripoli depuis fin mars, avait aussi annoncé à cette occasion son intention de renforcer sa présence diplomatique à Benghazi, en y dépêchant un diplomate de plus haut rang. Ce voyage de M. Hague intervient quelques heures après le déploiement d'hélicoptères d'attaque français et britanniques, sous l'égide de l'Otan, pour la première fois depuis le lancement des opérations militaires contre les forces pro-Kadhafi mi-mars. Les appareils français Tigre et Gazelle, et britanniques Apache, ont conduit dans la nuit de vendredi à samedi des frappes au sol contre des équipements et des forces de l'armée gouvernementale, a annoncé l'Otan. «Aussi longtemps que Kadhafi continuera à commettre des abus contre son peuple, nous poursuivrons et intensifierons nos efforts pour l'arrêter», a souligné M. Hague.

## SYRIE

## une foule immense aux funérailles de dizaines de manifestants tués

**Une foule immense a participé hier aux obsèques des quelque 50 personnes tuées la veille par les forces de l'ordre lors de manifestations contre le régime syrien à Hama (nord), ont annoncé des militants des droits de l'homme en prévenant que la Syrie était «au bord du gouffre».**

Au total, 53 civils ont péri vendredi sous les balles des forces de sécurité, dont 48 à Hama, lors des manifestations les plus importantes depuis le début mi-mars de la révolte contre le régime du président Bachar al-Assad, qui semble déterminé à écraser ce mouvement dans le sang.

La répression a été qualifiée d'«impitoyable» par Londres, qui a condamné «l'odieux mépris» de Damas pour la vie humaine, alors que le patron de l'ONU Ban Ki-moon s'est dit «alarmé» par l'escalade de la violence exercée par le pouvoir, qui reste sourd aux pressions et sanctions internationales.

Plus de 100 000 personnes ont participé aux funérailles à Hama, à 210 km au nord de Damas, a déclaré le président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé

à Londres, Rami Abdel-Rahmane. Deux habitants ont évoqué de leur côté une affluence de 150 000 personnes aux obsèques dans cette ville frappée en 1982 par une répression terrible qui avait fait 20 000 morts lorsque les Frères musulmans s'étaient soulevés contre le régime de Hafez al-Assad, père de l'actuel président.

Les forces de sécurité n'étaient pas visibles lors des funérailles à Hama, ont précisé ces deux habitants à l'AFP. Plus au nord, dans la ville de Jisr al-Choughour près d'Idleb, des heurts ont éclaté entre des manifestants et les forces de l'ordre qui voulaient disperser un important défilé, a déclaré M. Abdel-Rahmane. Vendredi, des dizaines de milliers de personnes avaient défilé dans plusieurs villes de Syrie pour réclamer la chute du régime, à l'appel de militants pro-démocratie qui avaient décidé de dédier la journée aux «enfants de la liberté».

Selon l'Unicef, au moins 30 enfants ont été tués par balle dans la répression du mouvement de contestation qui a éclaté quand 15 enfants et adolescents accusés d'être les

auteurs de graffitis anti-régime à Deraa (sud) ont été arrêtés et torturés.

Et depuis fin mai, le jeune Hamzeh al-Khatib, 13 ans, «torturé à mort» par les forces de sécurité selon des militants pro-démocratie, est devenu l'un des symboles de la brutalité du régime. Selon les ONG, la répression du mouvement de contestation a déjà fait plus de 1 100 morts.

Vendredi, selon M. Abdel-Rahmane, 48 civils ont été tués par balle parmi les quelque 50 000 manifestants qui ont défilé à Hama. Dans la région de Homs (centre), deux civils ont été tués à Rastan et deux autres à Homs. Une personne a péri à Idleb.

Et des milliers de personnes ont été arrêtées, selon des groupes de défense des droits de l'homme, alors que le réseau internet a été rétabli hier après une coupure de plus de 24 heures. La mobilisation de vendredi était la «plus importante» depuis le début de la contestation, «et ce en dépit de l'amnistie» générale pour les prisonniers politiques proclamée mardi par M. Assad, a estimé M. Abdel-Rahmane.

«Cela montre que les gens ne font plus confiance au régime», a-t-il ajouté, en estimant que la Syrie était désormais «au bord du gouffre».

Les journaux officiels syriens ont pour leur part fait état de «20 personnes tuées vendredi, des policiers, des agents de sécurité et des civils, par des tirs de groupes armés», les autorités accusant depuis le début de la contestation des «gangs criminels» d'être à l'origine des troubles.

Après l'annonce de l'amnistie, des centaines de prisonniers politiques et de conscience ont été libérés dont l'opposant et écrivain Ali Abdallah, l'avocat Mouhannad al-Hasni, président d'une ONG interdite, et l'opposant Mechaal al-Tamo, chef d'un parti kurde interdit, selon l'OSDH.

Mais cette amnistie réclamée depuis des années arrive «trop tard», a regretté l'opposition en exil, qui exige désormais le départ «immédiat» de Bachar al-Assad et la tenue d'élections parlementaires et présidentielle «libres».

## IRAN Incidents lors d'une manifestation d'opposants à Téhéran

Des incidents ont opposé hier à Téhéran plusieurs centaines de manifestants protestant contre la mort de la militante politique et féministe Haleh Sahabi aux forces de sécurité qui ont procédé à des arrestations, selon des témoignages recueillis par l'AFP.

Les manifestants, en petits groupes, ont tenté de se rassembler silencieusement en fin d'après-midi autour de la Hosseinye Erchad, une mosquée du nord de Téhéran qui est traditionnellement un bastion du courant réformateur au sein du régime iranien.

Ils ont été dispersés par les forces de sécurité, qui ont fait usage de matraques et de tirs d'intimidation en l'air, selon ces témoignages qui ont fait état d'au moins une quinzaine d'arrestations, parfois musclées. Ces témoignages n'ont pas pu être confirmés directement par l'AFP, les autorités iraniennes interdisant aux médias étrangers de couvrir les manifestations de l'opposition.

Des appels à une manifestation autour de la Hosseinye Erchad avaient été lancés par plusieurs sites d'opposition et sur facebook pour protester contre la mort de M<sup>me</sup> Sahabi, fille de l'ancien opposant nationaliste Ezzatollah Sahabi, décédée mercredi lors des funérailles de son père à Téhéran.

M<sup>me</sup> Sahabi a été victime d'une crise cardiaque après une altercation avec les forces de sécurité qui avaient stoppé la procession funéraire et voulaient emporter le corps de son père pour le transporter au cimetière, selon le fils de la victime cité par le site d'opposition Kaleme.com.

Le département d'Etat américain a accusé jeudi les forces de sécurité iraniennes d'être «responsables» de la mort de M<sup>me</sup> Sahabi par leurs «actes répréhensibles».

La manifestation d'hier, trois jours après la mort de M<sup>me</sup> Sahabi — occasion selon le rite musulman de rassemblements en souvenir du défunt — a coïncidé avec les commémorations officielles de la mort de l'imam Khomeini, fondateur de la République islamique.